



Élections municipales de septembre 1995 en Guinée Équatoriale

LE 3 août 1979 le lieutenant-colonel Teodoro Obiang Nguema Mbazogo renversa le dictateur Francisco Macías Nguema, son oncle. Comme il assumait la présidence de la Guinée Équatoriale, Obiang affirma que le pays n'était pas prêt pour la démocratie et que le CMS (Conseil militaire suprême) assumerait le pouvoir de façon transitoire. Mais peu à peu, les compagnons d'armes du Président (appelés « Groupe de Saragosse ») furent progressivement déplacés des postes de responsabilités, qui furent occupés par certains civils proches à Obiang. En 1982 le CMS fut dissous et un gouvernement civil fut constitué composé à la base par des membres du « clan de Mongomo » (Mongomo est le département natal d'Obiang). En réalité, il ne s'agit pas exactement d'un clan, mais d'une coterie formée par des individus du *ayong* (clan) Esangui et du *ayong* Evuk,

qui proviennent en grande partie du Mongomo.

Hégémonie politique du « clan de Mongomo »

Depuis ce moment-là, le clan de Mongomo maintient son hégémonie. Bien qu'en 1992 quelques partis de l'opposition aient été légalisés, son activité est soumise à un strict contrôle. Teodoro Obiang, qui se définit comme « arbitre et modérateur du processus démocratique », prétend diriger une transition limitée, dans laquelle il continue à dominer le pays sans permettre l'alternance de pouvoir, malgré la présence d'un parlement témoin soumis à sa volonté personnelle.

Le PDGE (Parti démocratique de Guinée Équatoriale), jusqu'en 1991 parti unique, a refusé la Conférence nationale que demandait l'opposition, car il craignait que la transition échappe à son contrôle.

C'est ainsi que furent adoptées une réforme de la constitution et une loi électorale qui ne jouissaient d'aucun consensus. Cette loi électorale est particulièrement restrictive en ce qui concerne la légalisation de partis et l'admission de candidats. Le point le plus conflictuel est probablement l'interdiction de création de partis ethniques et régionaux qui a empêché la légalisation du MAIB (Mouvement d'autodétermination de l'île de Bioko), force politique qui a une grande implantation parmi la population d'ethnie bubu.

Le gouvernement convoqua des élections législatives en 1993, promises dans son programme de démocratisation, mais n'offrit aucun genre de garantie à l'opposition. Des irrégularités furent détectées dans le corps électoral, la liberté d'expression ne fut pas respectée, la répression politique fut maintenue, un comité électoral complètement soumis au gouvernement fut constitué... Devant ces faits les principaux partis de l'opposition regroupés dans la POC (Plate-forme de l'opposition conjointe), refusèrent de participer aux élections et lancèrent une campagne de boycott. Le MAIB, de son côté, lança aussi des consignes abstentionnistes. La participation fut minime et la communauté internationale n'accepta pas la validité de ces élections, mais le parlement fut constitué avec une majorité écrasante de députés du PDGE (bien que quelques sièges aient été cédés aux partis de l'« opposition domestique »). Néanmoins cette chambre des députés reste inactive et complètement soumise à la volonté du « clan de Mongomo ».

Les négociations entre le gouvernement et la POC restèrent bloquées durant un certain temps. Mais la pression internationale con-

tre la dictature força le PDGE à ouvrir de nouvelles voies de dialogue avec l'opposition. Obiang annonça qu'en 1995 des élections municipales auraient lieu, comme préparation aux présidentielles qui devraient avoir lieu en 1996.

Mais comme se succédaient les contacts entre la POC et le gouvernement, ce dernier fit tout son possible pour user les forces de l'opposition. Il réussit à ce que divers dirigeants de la Plate-forme se rallient au PDGE, désarticulant ainsi quelques partis politiques minoritaires. Parallèlement, il ouvrit le dialogue séparément avec Andrés Moisés Mda Ada, le leader de l'UP (Union populaire), un des plus grands partis du pays. Les divergences provoquées par les contacts entre l'UP et le PDGE se soldèrent par le départ de l'Union populaire de la POC.

Répression et marge de manœuvre de l'opposition

Parallèlement une forte campagne d'intimidation fut entreprise contre l'opposition. Le lieutenant Pedro Mutú, un militaire de grand prestige proche de l'UP, fut assassiné (son corps fut cruellement mutilé selon le rituel). Plus tard, était emprisonné Severo Moto, le leader du PP (Parti du progrès), la principale force politique de la POC. Il fut accusé d'intenter un coup d'État, avec la complicité de la diplomatie espagnole et américaine, et fut condamné à 28 ans de prison. Des dizaines de militants de la POC, de l'UP et du MAIB, furent arrêtés et torturés en divers points du pays.

Les circonstances ne s'étaient pas améliorées depuis 1993 : la répression continuait, le corps élec-

toral n'avait pratiquement pas changé et le JEN (Comité électoral national), était toujours soumis au gouvernement. Rien ne semblait présager la consolidation d'une démocratie : l'opposition avait de bonnes raisons de boycotter les élections municipales de 1995. Mais l'UP et les partis de la POC, auraient été déclarés illégaux s'ils n'avaient pas participé à ces élections (la loi électorale prévoit la suspension immédiate des partis qui ne participent pas à deux scrutins consécutifs). D'autre part, la POC était soumise à la pression de ses alliés occidentaux (Espagne et États-Unis) qui lui conseillaient de participer aux élections, en la menaçant de lui retirer leur appui si elle lançait un nouveau boycott.

Jusqu'en août 1995 la confusion s'est maintenue. Le gouvernement annonça les élections pour septembre mais maintint Severo Moto en prison. La POC refusa de participer tant que son leader était arrêté. Le Parlement européen demanda aux pays de l'Union européenne le retrait de toutes les aides à la Guinée Équatoriale jusqu'à ce que son gouvernement donne des preuves de volonté de démocratisation. Enfin, la diplomatie espagnole agit comme médiatrice et obtint que Moto soit gracié, en contrepartie l'opposition accepta de participer à ces élections municipales.

En réalité, ces élections avaient seulement une valeur symbolique. Les mairies disposent d'un maigre budget et les décisions du maire sont toujours soumises à celles du préfet et du sous-préfet (désignés par Obiang Nguema). Il s'agissait uniquement d'évaluer les possibilités de l'opposition comme alternative au gouvernement et de vérifier la soi-disant volonté de démocratisation du PDGE.

Après d'ardues négociations, la POC et l'UP se montrèrent disposées à participer à la campagne électorale. Mais celle-ci fut conflictuelle. Les autorités locales facilitèrent les meetings du PDGE mais gênèrent autant que possible les quelques rares manifestations de l'opposition. Les *antorchas* (activistes du PDGE) et les membres de la police politique obligèrent les commerçants à faire de la publicité pour leur parti dans leurs boutiques. On forçait les fonctionnaires à faire campagne en faveur de la candidature nguemiste, en les menaçant de licenciement s'ils résistaient. Les assistants aux meetings étaient contrôlés.

La liberté de voter sous haute surveillance

En dépit de la contrainte exercée sur l'opposition, on a pu jouir d'une liberté d'expression sans précédent dans le pays, tout au long de la campagne. Les propagandistes des partis anti-nguemistes, pourvus de haut-parleurs proclamaient dans les rues la fin proche du vol pedegiste. Les porte-parole des mouvements plus radicaux dénonçaient à grands cris les violations de droits humains, les cas de corruption. Même les media (extrêmement contrôlés par le PDGE) cédèrent des espaces de propagande à l'opposition, mais ils ont cependant maintenu leur appui incondtionnel à la dictature dans les autres programmes.

Le PDGE de son côté a adopté la même stratégie qu'il avait jusqu'à maintenant suivi lors des plébiscites à la dictature. Des files de véhicules chargés d'*antorchas* furent envoyées dans tout le pays, financées par le budget des ministères. Dans les meetings du PDGE, après

avoir demandé le vote aux assistants, d'énormes quantités de vin et de poisson étaient distribuées et on dansait au rythme du *bikussi*. Ce furent, sans doute, les manifestations les plus massives de la campagne, car même beaucoup de sympathisants de l'opposition y assistaient. Plácido Miko, le porte-parole de la POC encourageait leurs partisans à participer aux distributions de nourriture des *nguemistes* : « *Mangez leur viande et buvez leur vin : en fin de compte c'est payé avec votre argent, l'argent de l'État.* » Le côté spectaculaire de la campagne *pedegiste* contrastait avec les maigres ressources dont disposait l'opposition. Néanmoins, comme on a pu le constater par la suite, peu de gens changea son vote pour un verre de vin.

Au début les membres du PDGE étaient convaincus que leur mouvement obtiendrait la victoire sans aucun problème. Mais progressivement, l'appui de la population à quelques forces de l'opposition devint évident. Peu de jours avant les élections, les *nguemistes* reçurent un dur coup lorsque la création d'un nouveau parti fut annoncée, la FDR (Force démocratique républicaine) dirigée par trois ex-membres de choix du PDGE (parmi eux Eloy Eló, l'ancien avocat général de l'État). La FDR demanda son intégration à la POC. Face à la perte accélérée de ses positions, le gouvernement orchestra une fraude massive et pour éviter les protestations internationales, rendit difficile la présence d'observateurs et journalistes (le visa fut seulement accordé à une quinzaine d'observateurs et une équipe de télévision).

Les élections municipales eurent lieu le 17 septembre et furent marquées par de multiples irrégularités.

Dans beaucoup de collèges, le vote devait s'effectuer publiquement et les gens étaient forcés à choisir les bulletins du PDGE. Certains électeurs de l'opposition reçurent des représailles immédiates : ils furent arrêtés ou expulsés de leur poste de travail. Les listes du corps électoral avaient été modifiées et le droit de vote fut interdit à beaucoup de sympathisants des forces *anti-nguemistes*. Quelques intervenants de partis radicaux furent arrêtés, même en présence des observateurs internationaux. L'encre indélébile ne fut pas utilisée et des cartes électorales furent modifiées pour que les *antorchas* puissent voter plusieurs fois...

Fraudes du PDGE et victoire de la POC

Malgré tout, dans la plupart des collèges le dépouillage fut scrupuleux, étant donné qu'il se fit publiquement (tel qu'il avait été convenu auparavant). Bien que le PDGE n'ait pas hésité à utiliser tous les moyens à sa portée pour éviter le triomphe de l'opposition, dans beaucoup de bureaux la défaite *nguemiste* fut spectaculaire. La nuit même des élections dans les principales localités du pays, la victoire de l'opposition commença à se faire connaître. Dans les rues de Malabo et de Bata la population fêtait avec enthousiasme l'échec du PDGE.

Le 18 septembre, la POC, annonça sa victoire à Malabo et Bata à partir des données de ses intervenants. Le gouvernement espagnol soutint les résultats prononcés par la POC. Mais les autorités équato-guinéennes refusèrent de reconnaître ce résultat et assurèrent que le résultat officiel se connaîtrait au bout de dix jours (beau-

coup trop de temps, sans aucun doute pour un scrutin avec seulement 150 000 inscrits). Les sous-préfets s'activèrent à falsifier les procès verbaux les plus défavorables pour le PDGE.

Deux semaines plus tard, le JEN donna les résultats définitifs. Bien que la victoire de la POC à Malabo fût reconnue, la majorité des conseillers était attribuée au PDGE, auxquels étaient réservées les mairies de Bata, Ebebylin, Annobón et d'autres localités importantes. Les résultats du JEN furent rejetés par l'UP et la POC, qui donnèrent chacune des résultats alternatifs.

Toutes les données offertes sont assez discutables, mais quelques aspects restent clairs. Le PDGE ne maintint son hégémonie que dans la province de Wele-Nzas (municipalités de Mongomo, Nzork, Mongomeyen en Añizok). L'UP obtint près de 60 % des votes dans la province de Kie-Ntem, en se situant à un peu plus de 10 % à Bata et Malabo. Dans les districts du Centre-Sud et du Littoral, la POC arriva à environ 60 % des suffrages. Dans l'ensemble de la Région continentale, le PDGE ne dépassa pas 30 % des voix, en dépit de la fraude massive et de la contrainte exercée contre les sympathisants de l'opposition.

En ce qui concerne la Région insulaire, la POC obtint un net triomphe à Malabo (9 des 13 sièges). Dans le reste de l'île de Bioko (où les Bubis sont majoritaires) les consignes abstentionnistes du MAIB furent respectées, mais pas de manière unanime comme lors des législatives de 1993. Certains notables bubis donnèrent publiquement leur soutien à la POC, qui obtint la majeure partie des mairies. A Annobón, le

dépouillement fut très mouvementé, ce qui explique qu'on ne puisse pas disposer de données fiables.

C'est ainsi que la POC s'est consolidée en tant que principale force politique du pays, avec une maigre présence dans le Kie-Ntem. L'UP a réussi à récupérer l'antinguemisme de la population du Kie-Ntem. Le PDGE se voit relégué à une deuxième place discrète. Les partis minoritaires ont été pratiquement balayés de la carte politique équato-guinéenne. Le MAIB a toujours le soutien de la majorité des Bubis, mais pas de manière monolithique : la POC a aussi récupéré une partie importante des votes de cette communauté. Le sentiment particulariste des autres minorités ethniques (ndowé et annobonaise) ne s'est canalisé jusqu'à maintenant vers aucun mouvement politique à base ethnique.

Le PDGE au lendemain de sa défaite

La position du PDGE face à la défaite électorale n'a pas été unanime. Certains courants du parti gouvernemental étaient partisans que les élections se déroulent proprement, et de céder les mairies à l'opposition en cas de triomphe des partis anti-nguemistes. Mais le « clan de Mongomo » contrôle étroitement le parti, et les modérés n'ont même pas osé exposer ouvertement leur point de vue par peur de représailles (quelques hauts membres du PDGE furent menacés, et même agressés avant les élections). Les nguemistes les plus radicaux ne sont pas disposés à accepter le triomphe de l'opposition.

Les dirigeants de l'UP et de la

POC ont refusé de prendre possession de leurs fonctions jusqu'à ce que le PDGE reconnaisse sa défaite dans les municipales et accepte ses résultats. Les autorités équato-guinéennes, irritées, ont réagi avec beaucoup de rigueur. Ainsi des dizaines de personnes ont été expulsées de la fonction publique et condamnées à une amende. Au moins trois personnes ont été assassinées par la police politique. Une centaine de sympathisants de l'opposition est toujours détenue. Il fut même question d'arrêter le porte-parole de la POC, Placido Mikó. Le leader du PP, Severo Moto, par crainte pour son intégrité physique s'est exilé en Espagne, et n'a pas assisté aux votes, attitude qui lui a valu de fortes critiques.

La communauté internationale a réagi unanimement face à la manœuvre nguemiste. L'Espagne, l'ancienne puissance coloniale, a pris la tête des protestations contre la fraude électorale, motif pour lequel le gouvernement équato-guinéen a accusé la diplomatie espagnole d'interférer, de manière intolérable, dans ses affaires internes. La France, les États-Unis et les Nations unies ont également condamné les manœuvres nguemistes. L'isolement d'Obiang s'accroît, mais l'opposition, par expérience, doute de l'efficacité des condamnations internationales.

Le processus de démocratisation équato-guinéen ne pourra pas avancer si le contentieux relatif aux

municipales n'est pas résolu. L'opposition ne pense pas réouvrir les négociations jusqu'à ce que le gouvernement remplisse ses engagements et reconnaisse la victoire électorale de la POC. D'autre part, le groupe le plus radical du « clan de Mongomo » semble être prêt à faire un coup d'État contre Obiang Nguema si celui-ci cède aux pressions de l'opposition et de la communauté internationale.

*
* *

Beaucoup de citoyens équato-guinéens commencent à mettre en doute la possibilité de démocratiser le pays tant que Obiang restera au pouvoir. Certains dirigeants du PDGE ont même affirmé que tant qu'ils seraient vivants, l'opposition ne gouvernerait pas. Bien qu'il n'existe encore aucun groupe armé de l'opposition en Guinée Équatoriale, il y a de plus en plus de gens qui considèrent qu'il ne sera pas possible d'en finir avec la dictature sans violence. Et dans le pays il y a trop de morts à venger après les massacres orchestrés par Macias et la sanglante répression dirigée par Obiang. Le « clan de Mongomo », dans son obstination suicidaire, a peut-être perdu sa dernière chance de garantir la réconciliation nationale et de laisser le pouvoir de manière pacifique.

Joan Roig